

L'opposition fusille le plan d'économies

FLANDRE Bourgeois la traite de « populiste »

Débat électrique mercredi au Parlement flamand sur la « déclaration de septembre » du nouveau ministre-président flamand, Geert Bourgeois (N-VA). Pour John Crombez, chef de groupe et vraisemblable futur président des socialistes flamands, ce gouvernement marque une étape importante dans l'histoire de la Flandre : « Pour la première fois, la prospérité de très nombreux Flamands va diminuer. Vous touchez directement et très fort au portefeuille des familles. »

Pour l'ex-secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, la répartition des économies décidée par la nouvelle majorité (N-VA/CD&V/VLD) est « injuste. Ce ne sont plus les épaules plus larges qui devront supporter l'effort ». Et Crombez de citer la non-indexation des allocations familiales, l'augmentation des frais de crèche, le doublement de la facture de l'assurance-dépendance, la hausse des frais d'inscription à l'université. « Les 340 organisations qui vous demandent de préférer le cœur à l'austérité (associations culturelles, de jeunesse, syndicales, environnementales, sportives, sociales) vous donnent un zéro sur 20. Les chefs d'entreprise et les patrons du Voka vous remercient

et vous attribuent la cote de 17 sur 20. Vous vous glorifiez de ne pas augmenter les impôts. C'est vrai, vous augmentez les factures. Particulièrement celles des plus fragiles de la société. »

Geert Bourgeois n'a pas apprécié l'intervention, la qualifiant de « populiste » : « Non, il n'y aura pas de massacre social. Nous avons confectionné un budget en équilibre et nous investissons dans les gens. Nous devons faire face à un déficit de 1,2 milliard en 2015 et de 1,6 milliard en 2016. Votre programme suggérerait d'économiser 1,3 milliard de plus. Vous alliez transformer notre fonction publique en eunuque ? A moins que vous ne souhaitiez lever des impôts nouveaux ou que vous adoptiez la doctrine de Guy Mathot des années 70 en creusant encore le trou de la dette ? »

Le chef de groupe des écologistes flamands, Björn Rzoska, n'a pas été plus tendre pour le projet gouvernemental : « Epargner sur le dos des crèches et de l'enseignement, c'est saper l'avenir, les racines de notre société. Vous ne prônez pas une société chaleureuse et solidaire, mais celle du « Chacun pour soi ». »

La déclaration du gouvernement a été adoptée par 89 voix sur 124. ■

D.V.